

Sommaire :

Editorial

L'ennemi de mon ennemi

Cette bastille qu'ils veulent reprendre

De la mauvaise foi républicaine

Face au gaspillage alimentaire

Halal et bienpensance

Des problèmes de l'eau et l'écologisme intégral

Le Royalisme, c'est maintenant !

Immoralité politique et famille nucléaire

S'il eut fallu un exemple de la lamentable immoralité des arrivistes républicains, ce mois de Mars en a malheureusement fourni plusieurs, tous plus affligeants et dramatiques les uns que les autres. Entre la manipulation des chiffres du chômage et la recherche de « l'héritage révolutionnaire » en passant par la pitoyable récupération politique de la catastrophe de Toulouse, les 10 candidats officiels n'ont pas cessé de se surpasser dans la médiocrité intellectuelle et la nullité politique.

Mais cette immoralité arriviste, si elle diffère d'un candidat à un autre, se retrouve quasiment hebdomadairement dans une même remise en cause du modèle familial et social français, ce « Père-Mère-Enfant » que la Bienpensance exècre et voudrait tant démolir. Adoption, mariage gay et hédonisme n'en sont que les manifestations les plus flagrantes, la partie émergée de l'iceberg de l'immoralité républicaine : les récurrentes mises à l'Index des familles « nucléaires », dans de nombreux domaines, en sont les pendants officieux et sans nul doute les plus odieux...

La déliquescence du modèle familial français n'est pas à prendre à la légère : tout comme l'arbre a besoin de racines pour tenir, la Nation puise sa force en son socle familial, en cette multitude de familles unie par les mêmes valeurs, les mêmes fondements. La décrépitude de notre Nation, éreintée par les incessantes attaques républicaines contre ses valeurs, ne peut être que consubstantiel à la décrépitude de notre modèle familial : la renaissance de notre Patrie, de cette France que nous aimons tant, ne se fera donc que par une véritable réhabilitation de ce modèle social, basé sur un système de valeurs communes au rang desquels le respect de la Vie, de sa conception à sa mort naturelle, est évidemment la première.

« Nous ne discutons pas la famille. Quand la famille se défait, la maison tombe en ruine »
Antonio Salazar

L'ennemi de mon ennemi

Il est parfois intéressant de constater que certaines idéologies dangereuses peuvent, dans certains cas bien précis, apparaître au premier abord d'un étrange secours face aux excès consuméristes de notre ère. Ainsi pourra-t-on s'étonner de la teneur du rapport remis par Chantal Jouanno, sénatrice UMP au féminisme patenté, sur « les dangers de l'hypersexualisation » des petites filles, pointant du doigt les méfaits et excès de l'« industrie de la mode et des médias ». Ce rapport fait suite à la promesse (encore une...) automnale de la ministre Roselyne Bachelot d'une « Charte contre la sexualisation infantile », normalement prévue en Janvier.



Certaines mesures correctives de ce rapport peuvent même apparaître censées au premier abord : réhabilitation de l'uniforme dans certaines écoles, interdiction des concours « mini-miss » et autres interdiction pour les enfants de moins de 16 ans de poser et de devenir l'égérie de certaines marques, comme c'est malheureusement le cas aujourd'hui.

Mais l'ennemi de mon ennemi n'est pas forcément mon ami, l'adage pouvant parfois se tromper. Recourir aux lobbys féministes, si puissants qu'ils soient, pour lutter contre les excès consuméristes est profondément dangereux, car la véritable motivation de ces lobbys n'est pas un retour en grâce de ces valeurs morales et sociales que le bon sens exigeraient pour notre société. Loin s'en faut d'ailleurs, comme le dit la sénatrice elle-même : « Les premiers travaux menés ont porté sur la presse pour enfants et adolescents. On constate une dérive lancinante, un recul de la logique d'égalité femmes-hommes dont je n'avais pas conscience, et un retour extrêmement fort

du clivage hommes-femmes. Il y a une image réductrice des femmes à qui on explique de nouveau que leur avenir se situe dans l'épanouissement familial [...]. Les féministes doivent se retourner dans leur tombe. A mon époque, on recherchait l'égalité avec les hommes.»

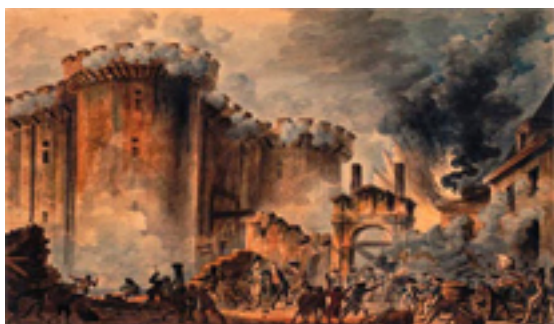
Cet apparent secours féministe n'est donc qu'une piteuse façade de morale et d'éthique qui cache les dangereux errements intellectuels d'une infime partie de « féministes » autoproclamés, ces adeptes de l'égalitarisme totalitaire et de la théorie nihiliste du Gender. S'il faut évidemment condamner les errements consuméristes et leurs dramatiques conséquences (morales et sociales) sur les jeunes générations, il faut tout autant se méfier des errements féministes qui apportent eux aussi leur lot de destruction sociale et de déliquescence morale.

Choisir entre le féminisme et le consumérisme, c'est choisir entre l'« hypersexualisation » à la limite de la pédophilie et l'« asexualisation » mortifère et nihiliste. Entre la Peste ou le Choléra en fait.

Revenir à de saines bases morales et sociales, loin des préjugés et autres imbécilités propres aux esprits égarés, protéger nos enfants des dérives de cette « libération sexuelle » si chère aux féministes (et aux consuméristes d'ailleurs), enseigner objectivement et intelligemment ces intrinsèques complémentarités biologiques et sociologiques de l'homme et la femme, et non constamment les opposer et les monter l'un contre l'autre, comme une sorte de réminiscence socialiste du perpétuel combat entre le patronat et le prolétariat, voilà quelques pistes sérieuses pour redonner aux jeunes générations de réelles chances de se bâtir correctement et de devenir des adultes épanouis.

Cette bastille qu'ils veulent reprendre

Dans la course présidentielle républicaine, la symbolique des faits et gestes des candidats joue évidemment un rôle clé : révélatrice de leurs ambitions, paradigme de leur programme et leurs promesses, elle met également en exergue leur cohérence politique, ou leur incohérence parfois. Certains candidats en manque de crédibilité usent de cette symbolique, flirtant allègrement avec la fine ligne virtuelle du contre-témoignage et du ridicule.



Ainsi, le candidat Mélenchon joue-t-il régulièrement de son personnage franc et direct, de cette vulgarité puérile qu'il arbore toujours face aux médias et aux autres candidats. Si remettre en cause les excès d'une caste médiatique omnipotente peut apparaître raisonnable et censé, la complaisance malsaine dans les insultes gratuites ne convient guère à un futur chef d'Etat, évidence que l'actuel locataire de l'Elysée a étrenné par une insulte devenue célèbre lors de son premier Salon de l'Agriculture.

Sentant la ligne du franc-parler agressif usée, le candidat Mélenchon a donc trouvé un nouvel axe symbolique que n'aurait guère renié le célèbre populiste Mélancton : l'appel à « l'insurrection citoyenne », l'invitation à « reprendre la Bastille pour préparer l'avènement de la VI^e République », cette république de l'égalité ou plutôt de l'égalitarisme devraient on dire, vu le lot de réformes aberrantes qu'elle apporterait : revalorisation de l'IVG, Euthanasie, renforcement du droit du sol, etc...

L'évidente symbolique de cet appel est fort intéressante : fustigeant une société de « privilégiés » que la Bastille symboliserait encore, le candidat du peuple Mélenchon joue sur ce désir égalitaire propre à l'homme, cette « idole que les français vénèrent » comme disait Châteaubriand. En usant des mêmes ficelles que les criminels révolutionnaires de 1792, Mélenchon devient l'archétype moderne de cet égalitarisme doctrinaire que dénonçait le philosophe Raymond Aron : « L'égalitarisme doctrinaire s'efforce vainement de contraindre la nature, biologique et sociale, et il ne parvient pas à l'égalité mais à la tyrannie. ».

La symbolique révolutionnaire a vécu. Aujourd'hui, l'homme de bon sens a appris les terribles conséquences que peut apporter l'égalitarisme forcé, les horribles massacres et atrocités commises par les révolutionnaires de 1793. Faut-il pourtant renier ce désir d'égalité, cette soif d'équité qui a encore toute sa place en France ? Bien sûr que non. N'ayons de cesse de dénoncer les injustices, les privilèges et les passe-droits, mais n'oublions pas cette maxime maurrassienne : « L'égalité ne peut régner qu'en nivelant les libertés, inégales de leur nature ». Cette égalité, ce nivellement des libertés, est impossible au sein d'une république : Maurras n'écrivait-il pas que « le Pouvoir républicain n'étant pas héréditaire, ne pouvant s'appuyer sur une force morale, sur la puissance que représente le sentiment monarchique, a besoin pour vivre et pour survivre de centraliser » ?

Mélenchon, parce qu'il vogue sur la symbolique révolutionnaire et l'égalitarisme doctrinaire, frôle le ridicule : voguant sur les préjugés historiques sur « l'Ancien Régime », il joue de la légitime soif d'équité populaire pour asseoir son populisme patenté. Or, l'histoire nous a appris que l'égalité ne peut subvenir qu'au sein d'un pays « hérissé de libertés », décentralisé, uni par un principe monarchique dynastique et fédérateur.

La mauvaise foi républicaine par H.C

Suite à la diffusion de l'émission l'Ombre d'un Doute de Franck Ferrand sur France 3 le 7 Mars 2012, les blogs et sites républicains dénoncent une propagande contre-révolutionnaire, comme une sorte de grand complot royaliste pour faire tomber la République en montrant méchamment du doigt son caractère totalitaire. La blague. A-t-on déjà vu une quelconque propagande contre-révolutionnaire sur une chaîne publique ? Ce serait d'un mauvais goût certain. Royalistes ou non, les Vendéens ont le droit de savoir et de comprendre la raison pour laquelle on les a un à un massacrés au cours des années 1793-1794. Et pourtant, Dieu sait à quel point le combat pour cette reconnaissance dérange, preuve en est la censure de France Culture. Mais pourquoi cela dérange-t-il, ne serait-ce que de mettre le débat un peu au goût du jour, à l'époque où l'on se bat contre un début de mémoricide au sujet du génocide arménien ? Cette reconnaissance-là, pourtant, personne, mis à part les génocidaires, ne la dénigre ! Est-ce donc pour cela que toute la République se dresse à l'encontre d'un potentiel débat sur l'appellation de « Génocide » ? Peu important les avis des uns ou des autres, l'émission du 7 Mars se voulait surtout porteuse d'un débat et avait invité Reynald Secher, le premier à avoir recollé un à un tous les morceaux du puzzle.

Quelques articles pétris de mauvaise foi dénoncent une méthode anti-historique, autant dans les recherches de Reynald Secher que dans la manière de diriger l'émission. À cela, nous répondrons que M. Secher n'a rien d'un Historien en carton.

N'oublions pas qu'il est Docteur ès Sciences historiques et politiques et Docteur ès Lettres et Sciences Humaines et qu'il ne l'aurait sûrement pas été si, comme certains universitaires semblent vouloir le supputer, il travaillait moins sérieusement que d'autres et avec moins de méthode. Peut-être qu'user d'une méthode anti-historique signifie, par extension, travailler sans la précieuse aide révolutionnaire de Jules Michelet, ainsi l'on comprendrait mieux la critique. L'émission n'aurait donc été propagandiste que dans la mesure où elle n'était pas orientée en faveur de la Révolution française.

Excusez-nous, Messieurs les Jacobins. Nous n'avons jamais voulu critiquer le fait qu'il fallait une réforme à la Monarchie de Louis XIV. Mais il aurait été plus pacifique de laisser faire notre bon Roi Louis XVI qui pourtant était sur la bonne voie, mais à qui les quelques bourgeois et aristocrates de la Cour qui siégeaient, élus par le peuple, au Parlement, mettaient des bâtons dans les roues ; ces mêmes Parlementaires qui décidèrent de sceller le serment du Jeu de Paume et de déclencher la Révolution française, présentant à leur avantage les réformes qu'ils s'étaient acharnés à refuser à Louis XVI.

Nous en avons simplement assez de voir des écoles porter le nom ensanglanté de Robespierre, des plaques à la Gloire de Carnot, etc. Nous en avons assez de voir qu'en Vendée-même, Dieu seul sait pourquoi, l'on célèbre les bourreaux et l'on oublie les victimes. Nous en avons assez de voir que l'on ment à nos enfants, à nos petits frères et nos petites sœurs, en leur faisant croire que les Bleus ont toujours été des gentils et que s'ils ont massacrés les Vendéens, c'était parce qu'ils l'avaient bien mérité. Que leur apprend-on, dans vos méthodes historiques objectives ? L'idée de révolte, l'idée de vengeance, l'idée de haine, l'idée de meurtre : voilà le mélange sacro-saint qu'il vous faut, mes chers enfants, pour vivre dans un pays libre et si vous voyez qu'il ne l'est pas, révoltez-vous, vengez-vous, ressentez la colère et la haine d'autrui, et assassinez ceux qui vous oppressent. Quelles belles valeurs, objectives et naturelles ! C'est cette légère envie qui flambe tout au fond de nos cœurs qui rend plus forte encore le système, car le système est basé là-dessus. Aussi, quiconque dévoile ce subterfuge est un ennemi public, un ennemi contre lequel il faut s'unir au nom de la Sainte République française, qu'il faut combattre par amour de l'objectivité historique républicaine. Alors, pour cela, on inverse les rôles, on fait de la propagande l'information objective et de l'information objective la propagande, on fait des bourreaux les victimes et des victimes les bourreaux. Et l'on fait des Historiens-chercheurs des Historiens en carton, parce qu'un bon Historien se doit d'écrire une Histoire révolutionnaire et républicaine.

Face au gaspillage alimentaire par JP Chauvin

Une information importante et révélatrice est passée inaperçue alors qu'elle aurait mérité les gros titres de la presse quotidienne, et c'est un petit paragraphe en bas de page dans l'hebdomadaire « L'usine nouvelle » (semaine du 26 janvier au 1er février 2012) qui me l'a donnée : « La moitié des aliments sont gaspillés chaque année dans l'Union européenne, soit 89 millions de tonnes (179 kilos par habitant). Les ménages seraient à l'origine de 42 % de ces gaspillages, tandis que 39 % seraient dus à l'industrie agroalimentaire. Le commerce de détail et la restauration seraient à l'origine de 5 % et 14 % des gâchis. Le Parlement européen a voté une résolution demandant des mesures d'urgence pour réduire de moitié ces gaspillages, qui pourraient atteindre 126 millions de tonnes à l'horizon 2020... »



Cette information rejoint les propos de M. Carlo Petrini, fondateur du mouvement du « Slow food », propos publiés dans « Le Point » en décembre 2010, et qui expliquait que l'on produisait sur terre de quoi nourrir 12 milliards de personnes quand nous ne sommes que 7 milliards et qu'il y a, malgré cela, un milliard d'humains qui souffrent de la faim dans le monde !

Cela confirme que ce n'est pas forcément la production agricole qu'il faut intensifier, au risque de détruire un peu plus les espaces forestiers ou les marais et de livrer encore plus d'espaces à l'avidité des sociétés multinationales agroalimentaires peu soucieuses d'environnement ou des traditions locales. C'est bien plutôt le partage qu'il importe de privilégier et une meilleure distribution des produits nourriciers. Mais il y a aussi une question d'éducation à évoquer sur ce thème car le chiffre de 42 % des gaspillages dus aux ménages doit nous interpeller : cela confirme la formule évoquée dans une précédente note : « nos frigos sont des tombes alimentaires » ! S'il faut agir au niveau des forts gaspillages de l'industrie agroalimentaire (39 %), il serait malhonnête de ne pas rappeler les consommateurs eux-mêmes à leurs responsabilités : sans doute le système de la société de consommation lui-même est-il condamnable mais cela ne doit pas empêcher les citoyens d'agir concrètement, dans la vie quotidienne, pour permettre à tous, en France comme ailleurs, de manger à sa faim.

Il est tout de même étonnant que, en ces temps de crise qui affecte aussi les plus pauvres de nos concitoyens, les différents candidats à la présidentielle n'évoquent guère ces problèmes et les moyens de les résoudre !

Jean Philippe Chauvin

L'Union Royaliste Bretagne près de chez vous :

Pour connaître toutes les activités de l'URBVM : urbvm@hotmail.fr

Contact Vendée : jrap@wanadoo.fr

Contact Nantes : urbvm@hotmail.fr

Contact Ille et Vilaine : urbvm35@hotmail.fr

Contact Morbihan : franceroyale@live.fr

Contact Côtes d'Armor : michel.docq@wanadoo.fr

Contact Finistère : urbvm@hotmail.fr qui fera suivre au responsable

Rejoignez nous !

Hallal et bienpensance

Depuis la tonitruante révélation de la blonde frontiste sur la viande hallal et sa vaste et silencieuse expansion dans les écoles parisiennes, toute la caste politique est en émoi : déclarations solennelles et autres répliques cinglantes n'ont cessé de pleuvoir, sans pour autant faire réellement avancer l'affaire. Toute la question de l'abattage rituel et de sa place dans l'alimentation française s'est d'ailleurs progressivement réduite à la simple question de l'étiquetage, question qui n'en serait pas une si la caste politique avait une quelconque once de bon sens.



Dans cette frénésie rhétorique, propre aux temps annonçant la prochaine échéance électorale, il n'est guère aisé de comprendre toute la portée de cette révélation, et les conclusions qui doivent en être tirées. Pourtant, celles-ci sont essentielles pour l'avenir de notre pays, et tous les hommes de bonne intelligence le savent : Malraux ne disait-il pas que « Le XXI^e Siècle sera religieux ou ne sera pas » ?

Seule l'actuelle bienpensance, cette odieuse complaisance dans la médiocrité intellectuelle d'une partie des dirigeants français, freine et inhibe toute réflexion pertinente sur le sujet, le renvoyant aux calendes grecques à grands coups de propagandes et autres procédés rhétoriques douteux...

Comment expliquer autrement le silence coupable des autorités sur le rapport remis par le Conseil Général de l'Alimentation en Novembre dernier ?

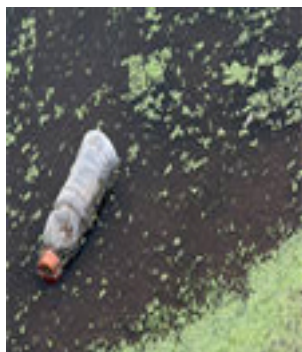
Ce rapport montrait l'importance croissante des abattages rituels dans notre société, où près de la moitié des bovins, ovins et caprins tués en France le sont suivant un rituel, casher ou hallal. Reconnaisant officiellement les dérives d'une industrie en plein essor, il mettait en lumière cette triste réalité : les français étaient soumis, à leur insu et trompés par le régime gouvernant, à une hallalisation généralisée de leur alimentation. Face à ce problème, l'étiquetage systématique apparaît évidemment comme une mesure pleine de bon sens : les français ont le droit de savoir ce qu'il mange, des risques sanitaires qu'ils encourent et doivent surtout être conscients des horribles souffrances animales qu'ils cautionnent ainsi.

Mais l'étiquetage n'est qu'une mesure de cautérisation, une manière de clarifier une situation hautement dramatique et profondément dangereuse. Dangereuse pour la France, pour sa culture et ses valeurs multiséculaires : face au vigoureux expansionnisme de certaines religions et sa caution républicaine, il est grand temps de rappeler à nos dirigeants que gouverner la France est une lourde charge morale qui exige intégrité, intelligence et bon sens en vue de protéger les français et les mener sereinement vers le Bien Commun.

La république, parce qu'intrinsèquement individualiste, ne permet pas un bon gouvernement national : les multiples tromperies et la pitrerie quinquennale suffisent amplement à le prouver. Seule la Monarchie dynastique peut apporter la stabilité, l'intelligence et la conscience en vue d'un bon et sain gouvernement national, car comme disait Paul Debray, « Un Roi est préparé, dès l'enfance, à exercer son métier de gouvernant... »

Des problèmes de l'eau et l'écologisme intégral

La récurrence historique des problèmes liés à l'eau, de sa juste redistribution à ses éventuelles pollutions, souligne son importance vitale au sein de toute société moderne, la nôtre tout particulièrement. Élément indispensable à toute vie, la qualité de l'eau a toujours été l'une des principales préoccupations des gouvernants, qu'ils fussent royaux ou autres d'ailleurs : l'ordonnance de 1669 en France reste l'un des plus beaux exemples historiques de cette volonté de préservation de l'or bleu par les bases qu'elles posent, telles que le nettoyage annuel des cours d'eaux, l'interdiction de « dépôt sauvage », etc....



Pourtant, la préservation de la qualité de l'eau a été longtemps reléguée aux cadets des soucis de nos gouvernants républicains, lui préférant allègrement la maximisation des profits au détriment de toute intelligence écologique ou politique. Malgré une réelle prise de conscience européenne qui s'est traduite par la Directive Cadre sur l'eau en l'an 2000, les pollutions de l'eau sont encore largement d'actualité, mais tuées par une administration coupable.

Ainsi, la récente déclaration de l'association UFC-Que Choisir n'est qu'une goutte d'eau insignifiante par rapport au séisme écologique qui devrait retentir. En dénonçant uniquement le fait que 2.5 % de l'eau adduite ne respecte pas la qualité minimale requise, l'association tait de nombreuses conclusions d'études amplement plus inquiétantes, notamment celle de l'étude « Médicament et Environnement »

de 2008 qui rapportait la forte augmentation de résidus médicamenteux et ce, en soulignant l'absence complète de réglementation ou de contrôle analytique de ces particules.

Mais le problème de l'eau ne saurait être uniquement vu d'un point de vue écologique : il doit également être conçu comme un dommage collatéral de notre mode de vie, de cette chrématistique commerciale qui pourrit littéralement notre vision de l'économie. Tournés vers les profits immédiats en faisant fi des conséquences dramatiques sur notre environnement, nos dirigeants ont sacrifié sur l'autel du capitalisme et du lobbying notre environnement et notre terre, notre alimentation et notre santé.

Gustave Thibon écrivait : « C'est la vie même qui est en question et l'homme artificiel que nous prépare une civilisation de plus en plus minéralisée court le risque de traîner en lui un fantôme d'âme, insensible aux voix profondes de la nature comme aux appels de l'éternité et aussi incapable de vivre d'une vraie vie que de mourir d'une vraie mort ».

Poser la question de la place de l'eau, en ce jour de la Journée de l'Eau et quelques jours à peine après le grand forum de l'eau marseillais, c'est poser les bases d'une saine remise en question de notre mode de vie, non pas à la manière des ridicules pseudo-écologistes que nous offre la république, mais à la manière royaliste, en nous appuyant sur cet « écologisme intégral » qui a toujours été la base de notre réflexion royaliste sur l'écologie.

« Notre écologisme est construit autour de la tragédie de l'homme déraciné et l'inhumanité des villes, le sac de la nature ne sont que les effets visibles de ce déracinement... L'écologisme intégral est la défense de l'homme total tel que le définit la tradition latino-chrétienne » J.Masson

Le Royalisme, c'est maintenant !

Alors que la frénésie électorale atteint son paroxysme dans cette dernière ligne droite, il est évident que jamais dans son histoire, la république n'avait connu de campagne aussi lamentable et grotesque. Voguant sur des slogans ridicules, des idées usées par le temps, des préjugés et raccourcis aberrants, les candidats rivalisent chaque jour de nullité crasse et de fallacieux mensonges. Et force est de constater le ras-le-bol populaire, cette « overdose » prévisible de toute cette démagogie purulente...



N'importe quel homme de bon sens peut se rendre compte de cette actuelle évidence : les français saturent littéralement ce ramassis d'inepties politiques que nous déversent allègrement les arrivistes républicains. Mais cette remise en cause populaire n'est aujourd'hui qu'à un état premier, une esquisse de réaction de bon sens qu'un odieux formatage intellectuel bicentenaire permet de canaliser. Ainsi, les errements républicains deviennent des errements personnels, les intrinsèques dangers républicains deviennent des dangers personnels : l'acharnement quasi-pathologique des candidats sur le président sortant en est l'exemple typique...

Voilà le boulevard qui s'ouvre aux idées royalistes, voilà la véritable caisse de résonance pour nos principes !

Cultivons cette remise en cause, appuyons sur les intrinsèques faiblesses républicaines et aidons nos concitoyens à sortir de cet actuel marasme intellectuel : montrons aux français que l'actuelle déliquescence nationale n'est pas une question de personne mais de système, et qu'elle sera totalement insolvable sous une république, fusse t'elle dirigée par un saint. Remettre en cause le système et non s'acharner sur des personnes, c'est relever la politique à sa juste place, lui redonner ses lettres de noblesse en donnant un système politique équilibrée et sain pour notre Nation.

Mais pour cela, il s'agit d'abattre le mur de la couardise, du manque de formation ou tout simplement de la résiliation politique. Combien de royalistes sur la Toile ? Des centaines, des milliers ! Combien sont prêts à en parler autour d'eux, à sensibiliser concrètement leurs voisins et amis à la pertinence royale face à l'apolitisme républicain ? Peu, très peu, trop peu... Peur de sortir de la masse, peur d'assumer ses convictions politiques, peur de l'opposition peut être : les actuels royalistes sont peureux car politiquement mal formés et socialement isolés.

Cette peur est une invitation à venir militer à nos côtés : vous engager dans le royalisme, dans cette voie de l'indépendance intellectuelle, c'est montrer à votre entourage que pour vous, la France mérite mieux que la république. Les associations royalistes vous donneront les moyens de vous former intellectuellement, par des cercles d'études ou des cafés-débats ; elles vous donneront les clés pour vaincre votre peur et vous faire acteur de la renaissance française ! Face à la déliquescence nationale et la décrépitude de notre Nation, n'ayons de cesse de clamer cette évidence : « Les Rois ont fait la France, elle se défait sans Roi ! »